

Quand la justice s'attaque aux associations de prévention

LE GASPROM (Groupement accueil service promotion) de Nantes est dans le collimateur des autorités judiciaires pour avoir fourni une boîte aux lettres à des femmes prostituées d'origine sierraléonaise et nigérienne. Cette antenne de la Fasti (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), qui travaille étroitement avec Médecins du monde, le Planning familial et le Mouvement du Nid, est accusée d'être complice d'un réseau de proxénétisme pour avoir facilité la domiciliation de ces femmes. Selon le Gasprom, **juridiquement, <cette accusation ne tient pas>**. De plus, la police lui demande de signaler la profession des personnes qui font appel au Gasprom, et réclame qu'on la

préviene rapidement en cas de présumption de prostitution. C'est *<hors de question>*, réplique l'association, qui ajoute que dans son travail : *<nous réfléchissons aux moyens à mettre en œuvre pour sortir des milieux d'oppression. Cette action nécessite un climat de confiance. La meilleure façon de lutter contre le proxénétisme est d'aider les personnes prostituées à sortir des griffes des souteneurs en leur donnant des papiers>*.

Coopérer n'est pas collaborer

Mais, selon le procureur de Nantes, le système de la boîte aux lettres pérennise la situation et brouille les recherches de la police. Ces arguments sont ressentis par les bénévoles **<comme un contrôle policier des associations militantes>**.

Un collectif de vingt-cinq associations et syndicats travaillant à l'aide des sans-papiers s'est mis en place pour soutenir le Gasprom. L'exemple de Nantes est significatif du climat actuel qui règne en France dans le cadre de la lutte contre le proxénétisme : **les autorités judiciaires et la police préférant <faire du chiffre>** pour plaire à leur ministres respectifs, au risque de compromettre des années d'action de prévention de la prostitution menées par les associations.

On ne peut à la fois rassurer le bourgeois-électeur en cachant la réalité du proxénétisme et de la prostitution par des effets de manche, reléguer les prostituées dans les zones sombres, et s'attaquer réellement aux racines du mal. ●

en bref

— BÉZIERS

LE SPORT MÈNE À TOUT

L'ancien international français de rugby, Alain Estève, a été mis en examen à Béziers pour «proxénétisme aggravé» et écroué. La police l'a surpris, dans une boîte de nuit qu'il possède, avec des «hôtesse» françaises et roumaines qui ont affirmé travailler pour lui. C'est à la suite d'un banal contrôle de racolage sur la voie publique que la police a pu remonter jusqu'à lui.

— BORDEAUX

RÉSEAU NIGÉRIEN DÉMANTELÉ

Près de quinze personnes ont été interpellées en juin dernier à Bordeaux dans le cadre du démantèlement d'un réseau de prostitution nigérian. Depuis plusieurs mois, les travailleurs sociaux qui interviennent dans les milieux de la prostitution bordelaise avaient remarqué l'augmentation de la présence de jeunes femmes d'origine nigérienne sur les trottoirs.

— CAYENNE

DES FONCTIONNAIRES COMPLICES

Dix personnes, dont deux hauts fonctionnaires de la préfecture de Cayenne, ont été mises en examen, et cinq d'entre elles écrouées, dans une affaire de réseau de prostitution et de délivrance de faux documents administratifs. Les suspects auraient permis à des jeunes femmes dominicaines, grâce à de faux papiers, de venir se prostituer à Cayenne.

— FRANCE-CAMBODGE

PROXÉNÈTE PRÉSUMÉ RELAXÉ

Un Français accusé d'avoir organisé un réseau de prostitution à Phnom Penh a été relaxé en juin, faute de preuves, selon le juge cambodgien. L'homme avait été dénoncé par des femmes du groupe Agir pour les femmes en situation précaire. Selon le tribunal, les jeunes prostituées, qui se déclaraient sa victime, «auraient déformé les faits».

Du rififi chez Free

XAVIER NIEL, président du conseil d'administration du groupe de télécoms Iliad, maison du fournisseur d'accès à Internet Free, a été mis en examen fin mai dernier et écroué après 48 heures de garde à vue, dans une affaire de proxénétisme. Il était suspecté d'avoir investi dans un peep-show à Paris et deux autres à Strasbourg qui auraient servi de couverture à des activités de prostitution. Il était également soupçonné de recel d'abus de biens sociaux pour avoir recueilli de l'argent qui aurait dû revenir aux sociétés exploitant les peep-shows. Trois autres personnes ont également été mises en examen et incarcérées pour les mêmes faits, dont deux gérants de peep-show.

À 36 ans, M. Niel est un personnage-phare de la « nouvelle économie » en France. Dans les années 80, il crée et revend quelques belles affaires comme des sites de Minitel rose grâce auxquels il fait fortune, alors qu'il n'a qu'une vingtaine d'années. En 1993, il crée avec un ami le premier fournisseur d'accès français, Worldnet, qu'il revend sept ans plus tard pour près de 40 millions d'euros. Entre-temps, il a racheté une petite société déficitaire qu'il va transformer en Iliad, maison mère de Free, pour s'attaquer à la chasse gardée de l'opérateur France Télécom. C'est une enquête sur une affaire de blanchiment dans les peep-shows dont il a acheté des parts qui avait déclenché une procédure supplémentaire pour proxénétisme. Xavier Niel a été remis en liberté début juillet.

Cette affaire, sans lien avec Free, a jeté le trouble dans le monde boursier, alors que la société Iliad venait d'être cotée en Bourse. Xavier Niel a été remplacé à la tête d'Iliad, mais il garde ses parts au sein du groupe. ●

en bref

LYON

DÉFENSE D'AFFICHER...

Trois hommes ont été mis en examen début juillet pour proxénétisme, après avoir collé des affichettes sur les feux tricolores de Lyon, mentionnant les numéros de téléphone de prostituées. Deux imprimeurs et le « protecteur » supposé des prostituées ont aussi été interpellés. Une information judiciaire a été ouverte pour « aide et assistance à la prostitution et racolage ».

PARIS

DES CHINOISES RUE SAINT-DENIS

Selon le préfet de police de Paris, Jean-Paul Proust, la prostitution aurait nettement diminué dans la célèbre rue Saint-Denis. Mais une trentaine de prostituées chinoises, la plupart en situation irrégulière, y auraient désormais leurs habitudes. Toujours selon le préfet, elles « pratiqueraient un racolage très discret », rendant difficile l'établissement d'un quelconque délit.

SEINE SAINT-DENIS

SALON DE COIFFURE « POLYVALENT »...

Trois personnes ont été interpellées fin juin en Seine-Saint-Denis pour proxénétisme dans un salon de coiffure. Dans la cave du salon, trois chambres, où des prostituées venues des pays de l'Est facturaient leurs prestations, dont 50% étaient reversés aux suspects.

Minuscule

« Une affaire minuscule » : ce sont les mots utilisés par Pascale Robert-Diard dans son article (*Le Monde* du 30 juin) consacré à « l'affaire Ambiel ». Minuscule, en effet. La jeune prostituée de 17 ans n'est jamais que l'une de ces milliers de toutes jeunes filles que l'absence d'avenir, les violences, l'archaïsme culturel, les pressions des proxénètes ont envoyé échouer sur les trottoirs de l'eldorado occidental. L'eldorado, le voilà : des hommes — M. Ambiel ou pas, si ce n'est lui, c'est donc son frère — se croient toujours autorisés à consommer cette jeune, très jeune marchandise importée de l'Est pour leur bon plaisir. Ce qu'ils pratiquent n'est autre que ce tourisme sexuel tellement conquis par nos beaux esprits dès qu'il touche les mineur-e-s du bout de la planète, mais tellement « minuscule » sur nos boulevards. Proxénètes et trafiquants n'ont pas de souci à se faire. Tant que durera la complaisance qui entoure les agissements des clients, le commerce des gamines est promis à un bel avenir.

La loi anti-sexiste repoussée aux calendes grecques

DEUX COUACS pour un seul projet de loi, relatif à la lutte contre les propos discriminatoires à caractère sexiste ou homophobe. D'une part le report *sine die* de l'examen du texte. De l'autre, le contenu même de ce texte. Les femmes ont pu en effet y découvrir ce que veut dire l'expression «deux poids deux mesures». **La diffamation et l'injure seront punies si elles sont homophobes. Mais pas si elles sont sexistes.** En matière de discriminations sexistes, seules les provocations à la discrimination, à la haine ou à la violence seront pénalisées. Si la vulgarité nous le permettait, nous pourrions résumer ainsi la situation : une femme traitée de «sale gouine» pourra porter plainte. Traitée de «sale pute», elle n'aura que ses yeux pour pleurer.

C'est à une véritable traversée du désert qu'est condamnée une loi anti-sexiste en France ; une éternelle Arlésienne depuis le projet de loi, en 1983, d'Yvette Roudy, alors

ministre des Droits des femmes, ridiculisée au nom d'un prétendu retour à l'ordre moral. A l'époque, le lobby publicitaire était déjà monté au créneau pour crier au risque de censure. Depuis, son fonds de commerce n'a cessé de se nourrir de propos et d'images qui sont autant d'insultes contre les femmes.

Affaire à suivre : de nombreuses associations, notamment féministes, appuyées par la Grande Loge féminine de France, sont mobilisées pour voir aboutir cette loi.

L'appel de l'association des Chiennes de garde «pour une vraie loi anti-sexiste, pour une loi juste», signé par de nombreuses personnes et associations, reçoit encore des signatures sur son site : www.chiennesdegarde.org ●

Jeux olympiques d'Athènes : la pétition de la CLEF a fait le plein de signatures !

L'EXCELLENTE PÉTITION qu'avait rédigée la CLEF, Coordination française pour le lobby européen des femmes, pour dénoncer l'intention de la municipalité d'Athènes d'alléger la réglementation sur la prostitution pendant les Jeux olympiques à l'intention des touristes et des sportifs, avait reçu avant les JO plus de 4000 signatures d'individuels et environ une soixantaine venant d'associations (dont le Mouvement du Nid qui a joué un important rôle de relais grâce à ses nombreuses délégations).

Relayant l'indignation de plusieurs gouvernements, de nombreuses ONG, ainsi que de l'Office international des migrations, qui craignaient une recrudescence des trafics humains et même des trafics d'enfants, la CLEF s'était émue de cette décision, **dans un pays connu pour être une plaque tournante des trafics** et avait jugé bon de rappeler les valeurs de l'olympisme — humanisme, fraternité et respect de la personne humaine —, valeurs qui s'accroissent mal de la mise en esclavage des femmes pour le «divertissement» des hommes.

Dès les mille premières signatures, un courrier avait été adressé aux ministres concernés. Parmi les réponses

parvenues, on peut noter celle de la Fédération française de judo qui se disait préoccupée par ce problème et déclarait avoir alerté ses sportifs.

Madame Nicole Ameline, ministre déléguée aux Droits des femmes, a déclaré partager l'indignation des signataires contre le fléau que représentent l'exploitation de la prostitution et la traite des êtres humains, mais estimait que le risque était écarté dans la mesure où **le Conseil municipal d'Athènes avait retiré sa proposition d'assouplissement de la réglementation de la prostitution.**

Moins optimiste, la CLEF soulignait au contraire que de nombreux articles parus dans la presse grecque montrent que des milliers de toutes jeunes filles sont actuellement, et plus que jamais, les proies des trafiquants. ●

LE TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS EST UNE FORME DE TERRORISME SANS VISIBILITÉ. IL CIBLE SES VICTIMES, MAIS SE GARDE BIEN DE VOULOIR TOUCHER L'OPINION.



La Croix — par Bruno Frappat, éditorialiste

Québec : quand un ministre distingue des « travailleuses du sexe »

L'ASSOCIATION Stella qui milite au Québec pour la reconnaissance de la prostitution s'est vu récompensée, le 13 mai dernier, par le ministère de la Santé québécois pour deux de ses publications : « Le guide XXX » et « L'art du strip-tease ». Le prix d'excellence a été attribué dans la catégorie des initiatives communautaires en prévention, promotion et protection de la santé et du bien-être des populations. Les deux publications, réalisées par et pour des « travailleuses

du sexe », en collaboration avec d'ex-prostituées et l'équipe de Stella, et subventionnées par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, donnent des informations sur la négociation des services, les pratiques sécuritaires, la façon de traiter avec des clients violents ou intoxiqués, des trucs pour ne pas se faire arnaquer, etc. Stella a donc reçu un chèque de 20 000 dollars qui servira à organiser un forum international des travailleuses du sexe.

Cette distinction a entraîné des réactions. Ainsi, une lettre signée d'un groupe féministe a été adressée au ministre de la Santé, s'élevant contre cette décision et rappelant que Stella fait la promotion du « travail du sexe ». Citons-en un court extrait : « Alors qu'on remet en question l'utilité (la rentabilité) de l'enseignement de la philosophie, de la littérature et de l'histoire (...), le ministère de l'Éducation du Québec (...) va-t-il de son côté ajouter des cours d'appren-

tissage du « travail du sexe » pour enseigner aux femmes à mieux répondre aux fantasmes des clients, à se transformer en de simples marchandises malléables et interchangeables entre leurs mains et à satisfaire ainsi aux exigences croissantes d'une industrie mondialisée qui rapporte désormais au crime organisé et aux proxénètes plus que la vente des armes et de la drogue ? »

On peut lire cette lettre sur le site <http://sisyphe.org>

HALTE AUX PUBLICITÉS SEXISTES !

Nous donnions dans notre numéro précédent les coordonnées du service gouvernemental qui recueille les réclamations concernant des publicités sexistes diffusées en France. Celles-ci ont changé :

☎ 01 55 55 49 50 [laisser un message sur le répondeur]

✉ pubsexiste@cab.parite.gouv.fr

📄 Ministère de la Parité et de l'Égalité professionnelle / 8, avenue de Ségur / 75007 Paris [préciser sur l'enveloppe « publicité sexiste »]

Le Mexique et l'économie de marché... du sexe

ALORS QUE la prostitution s'épanouit au Mexique, et principalement à Mexico où les bars spécialisés fleurissent, le marché de la pornographie marque le pas, au grand regret des exploitants de tout poil. Dans un pays réputé prude et conservateur, tout ce qui concerne le sexe reste caché mais les producteurs de films pornographiques et de journaux spécialisés n'ont pas dit leur dernier mot.

Un marché pornographique encore vierge

Pour la première fois, en un an, trois salons érotiques se sont tenus dans la capitale, attirant plusieurs milliers de personnes, souvent en couple. Rien de bien hard pourtant : quelques coups de fouet, des strip-tease

inachevés après des danses « langoureuses »... Souvent importés des Etats-Unis ou d'Espagne, les produits érotiques et pornographiques se vendent sous le manteau. Une situation qui exaspère les deux seuls distributeurs mexicains qui voudraient « pénétrer » un marché qu'ils considèrent « important et presque vierge », dans un pays de cent millions d'habitants. C'est que leur chiffre d'affaires est faible, se plaignent-ils, les pauvres... « *Un peu plus d'un million de dollars par an, car nous devons faire face à une véritable industrie pirate qui vend sans doute dix fois plus que nous* ». Avec des partenaires espagnols, ils souhaitent « normaliser » ce commerce. Deux nouveaux cinémas ont été ouverts à Mexico pour diffuser des

films érotiques. « *Mais nous avons des difficultés avec les autorités* », regrette l'un des producteurs. « *Nous voulons aussi éduquer sexuellement les Mexicains* », explique-t-il. « *En général, ils ne le sont pas et les autorités ne font rien* », ajoute-t-il.

Une législation contraignante

L'une des sociétés qu'il représente s'appelle « *Thérapie et éducation sexuelle* ». Ça ne s'invente pas. Prêt à investir 3 millions de dollars au Mexique, ce « *pédagogue philanthrope* » souhaite discuter avec les autorités mexicaines la possibilité de filmer dans le pays car, jusqu'à présent, la loi interdit de produire des films pornographiques avec des acteurs mexicains. Et c'est avec la froideur

d'industriels comme les autres, les yeux rivés sur le chiffre d'affaires, que des marchands de pornographie s'appêtent à investir le Mexique pour convertir en monnaie sonnante et trébuchante l'exploitation du corps de jeunes femmes ou hommes, sûrement pauvres, dans un pays miné par la misère. Il y a fort à parier qu'ils y arriveront... ●

Maisons closes et quartiers réservés en Grande-Bretagne

LE MINISTRE BRITANNIQUE de l'Intérieur David Blunkett a engagé à la mi-juillet un processus de consultation publique sur la prostitution, envisageant, entre autres options, la réouverture de maisons closes où pourraient être appliqués « le droit du travail et les règlements concernant la sécurité et la santé au travail » et la possibilité d'avoir des rues où la prostitution serait tolérée, sous le contrôle de la police et en présence de services médicaux. « *Le gouvernement est déterminé à combattre le proxénétisme et rompre le lien entre la prostitution et le marché de la drogue, le trafic d'êtres*

humains et d'autres domaines du crime organisé », a indiqué le ministre, ajoutant qu'il « *était déterminé à protéger et soutenir les victimes du trafic des abus et de la prostitution, les communautés qui souffrent du trouble à l'ordre public occasionné, et les prostituées elles-mêmes* ». La violence, le crime organisé et l'usage de drogues sont des caractéristiques fréquemment associées à la prostitution : « *90% de ceux qui sont engagés dans la prostitution de rue usent de drogues dures* », a précisé le ministre de l'Intérieur.

Aux Philippines, la Fondation Virlanie accueille ceux dont personne ne veut

La Fondation Virlanie accompagne 1300 enfants et adolescents de la rue. Elle intervient dans des bidonvilles, dont le tristement célèbre « Montagne fumante », et dans le centre de détention de Manille, où sont enfermés les enfants raflés dans les rues. Le gouvernement philippin, signataire de la Convention des droits de l'enfant, a encore du mal à traduire en actions concrètes ses engagements. Heureusement, les ONG sont là pour l'y aider !

Des mains ouvertes pour accueillir et une oreille attentive pour écouter

Dans les 12 maisons familiales de la Fondation un couple de Philippines remplit le rôle de père et de mère et apporte amour, attention et éducation aux enfants. Une classe maternelle a été créée au sein de la Fondation pour préparer les plus jeunes à rejoindre le système scolaire. Ils y apprennent à rester assis, à se concentrer, à écouter, car même lorsqu'ils sont très petits les problèmes d'attention ou de comportements sont nombreux. Un programme psychologique utilisant

le dessin, le jeu et la peinture permet d'aider les enfants à surmonter les traumatismes liés à la prostitution, la drogue et la violence de la rue.

L'accès à l'autonomie sociale, financière et affective est un problème de fond commun aux ONG qui accueillent des enfants. La Fondation est leur maison mais vient un jour où ils doivent la quitter. Le programme Jeunes adultes aide les adolescents (ils sont 70 à avoir entre 15 et 22 ans) à identifier leurs centres d'intérêts professionnels, à évaluer les compétences à acquérir et les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation de leurs projets. Pour cela elle organise, en partenariat avec des entreprises locales, des journées d'immersion ou des stages de longue durée. La création d'un réseau de professionnels, entreprises et organismes de formation, a permis à plusieurs jeunes de trouver du travail tandis que d'autres poursuivent leurs études à l'université ou passent le baccalauréat. Un résultat encourageant et un bel exemple de résilience. ●

PAS D'EXCUSE, NON AU TOURISME SEXUEL

Les compagnies aériennes espagnoles s'engagent avec l'Unicef Espagne à lutter contre le tourisme sexuel en diffusant des vidéos sur les vols long-courriers à destination de l'Asie et de l'Amérique latine. Les initiatives contre la prostitution des enfants se multiplient ; cette année les Etats-Unis et le Brésil avaient déjà montré l'exemple. Signes de la dégradation de la situation des enfants ou d'une prise de conscience plus forte ?

Bangkok à portée de main

C'EST LE SURNOM donné à la frontière germano-tchèque, où pullulent des bars dans lesquels des enfants sont prostitués. Le gouvernement tchèque nie le fait avec vigueur et menace l'association qui a dénoncé le laxisme des autorités, en particulier face aux Allemands qui passent la frontière en toute impunité pour acheter des enfants, de poursuites en

justice. L'association devait déjà faire face à la suppression des financements européens depuis l'entrée de la république tchèque dans l'UE, elle devra sans doute aussi se passer des subventions du gouvernement de Saxe (en Allemagne), qui juge qu'elle a « sous-estimé les intérêts du partenaire tchèque ». Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire !

Rencontre avec Claudine Blasco de la commission Femmes d'Attac

Pas toujours facile d'imposer la réflexion sur des sujets tels que les trafics de femmes et la prostitution au sein d'organisations telles qu'Attac... Une conséquence bien peu dénoncée, et pourtant essentielle, de la fameuse mondialisation au centre de sa contestation. Les éclaircissements de Claudine Blasco, l'une des fondatrices de la commission Genre et Mondialisation d'Attac. - Propos recueillis par Claudine Legardinier

- Attac dénonce les méfaits de la mondialisation. Pourquoi ?

A côté de la mondialisation des communications qui est positive, la mondialisation est surtout financière et économique. Depuis les années 70, la liberté des capitaux a pris le pas sur les droits humains. Les grandes entreprises jouissent d'une liberté totale pendant que les hommes et les femmes sont devenus des objets, des ressources : soit marchandises, soit consommateurs. Quand ils ne sont plus solvables, ils sont totalement délaissés, c'est le cas en Afrique. La mondialisation est d'abord une mondialisation du profit. La seule loi est la loi du commerce, qui dépasse toutes les lois existantes, nationales et internationales. Notre travail à Attac est de voir cette économie régulée et placée sous la loi des droits humains. C'est un travail d'éducation populaire.

- Et les femmes ? La mondialisation a-t-elle pour elles des conséquences spécifiques ?

Même si elle a aussi des effets positifs, la mondialisation libérale tend à accentuer les inégalités entre hommes et femmes. C'est d'abord sur elles que pèsent la précarité et la flexibilité de l'emploi, le surchômage, la dégradation des conditions de vie, l'obligation de pallier les carences

des services publics. Les évolutions renforcent aussi certaines formes archaïques de fonctionnement des sociétés, à commencer par la montée en flèche de la prostitution. 70 % des pauvres de la planète restent des femmes. Elles fournissent les deux tiers des heures totales travaillées et possèdent 1 % des terres.

nant les femmes : retraite, santé, travail domestique, marchandisation du corps, etc. Pour nous, la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes constitue un enjeu fondamental. Et l'invisibilité des femmes est inadmissible. Elle ne l'est malheureusement pas encore pour tout le monde à l'intérieur d'Attac.



Leur travail domestique, gratuit et invisible, est estimé à près de la moitié du PIB mondial ! À la commission Femmes, nous avons remis en question un type d'analyse universaliste qui ne tenait aucun compte du genre, des rapports sociaux de sexe. Cette spécificité de la condition des femmes passait totalement inaperçue ! Nous parlions d'un « autre monde », mais quel autre monde s'il était fondé sur le capitalisme et le patriarcat, qui véhiculent les discriminations et l'esclavage ? Nous avons donc travaillé sur de multiples sujets concer-

- Comment en êtes-vous venu-e-s à Attac à traiter des questions de trafics et de prostitution ?

La liberté des flux financiers a entraîné l'augmentation des flux financiers criminels. En travaillant sur le blanchiment de l'argent criminel, nous avons trouvé l'argent de la drogue, des armes et des trafics d'êtres humains, donc de femmes, avec la prostitution. Personnellement, je venais de la solidarité internationale

comme vice-présidente de Terre des Hommes et je ne connaissais rien à ce sujet. Nous avons donc contacté les associations, quelles qu'elles soient : le Mouvement du Nid, Autres regards, le Bus des Femmes, Femmes solidaires, etc. Nous avons beaucoup lu, y compris des études internationales. Nous étions une dizaine à soutenir l'idée que la marchandisation du corps, c'est de l'esclavage, que c'est indigne, que c'est inacceptable d'en faire un travail. Et nous nous sommes retrouvées, sans préparation, face à des personnes ayant des

[extrait] **«Lutter pour l'égalité hommes-femmes, c'est faire reculer la mondialisation libérale»**

réactions viscérales, violentes. Heureusement, nous avons reçu l'aide de Malka Marcovich, du Mapp, et de Judith Trinquart, médecin, qui nous a parlé du déni systématique et de l'auto-anesthésie qui frappe les personnes prostituées. Tout ce travail de réflexion a abouti à un texte de quatre pages remis au conseil d'administration d'Attac, avec une prise de position sur la traite et la prostitution.

- Ce qui, apparemment, n'a pas plu à tout le monde...

En effet. À cause de ce passage, la parution a été retardée d'un mois et demi... Certaines personnes ont quitté la commission, certaines, favorables à la réglementation de la prostitution, nous ont accusées de mener un combat de «puritaines de droite». Le C.A. n'est jamais parvenu à se situer clairement (le dernier a placé la question des femmes au dernier rang des priorités) et on ne sait toujours pas si Attac est féministe ou pas. Au niveau local, à Attac Marseille, quand je parle de prostitution, personne ne m'écoute. Si je n'avais pas autour de moi un réseau d'associations de femmes, je ne tiendrais pas. Nous sommes aux côtés d'une majorité d'hommes machistes; nous partageons beaucoup d'idées, mais dès qu'il est question de prostitution, c'est fini. Je tiens toutefois à dire qu'il y a aussi à Attac des hommes qui nous soutiennent et se battent en faveur de la transversalité que nous souhaitons : afin qu'aucun thème — taxe Tobin, annulation de la dette, redistribution de la richesse, construction d'un monde solidaire — ne soit plus abordé sans une vision «générée»

- En matière de prostitution et de trafics, comment analysez-vous la situation au plan international ?

Ce qui se dessine depuis le 11-Septembre et même avant, c'est un recul à tous les niveaux, une montée en flèche du nationalisme, un retour en arrière en matière de droits humains. Un exemple très inquiétant : l'Organisation internationale du travail est en train de revoir à la baisse les normes d'âge pour le travail

L'évolution des rapports sociaux entre les sexes [...] <doit refuser toutes les violences faites aux femmes : domestiques, sexuelles, professionnelles. Elle doit refuser que l'être ou le corps humains soient ravalés au rang d'objets d'exploitation, de commerce et de profit. La lutte contre la prostitution, l'exploitation sexuelle des enfants et la traite des femmes, qui sont devenues le substrat de juteuses industries du sexe et de leurs réseaux mondiaux, doit s'intensifier. De même que la lutte contre les paradis fiscaux qui abritent leurs activités criminelles et permettent le blanchiment de l'argent du sexe et de la drogue. Tout comme doit s'intensifier le refus de la banalisation et de la légalisation de la prostitution, sous la pression de lobbies internationaux, avec la complicité de certains États, notamment européens. [...]>

des enfants. Pourquoi? Pour pouvoir intégrer la prostitution des enfants dans le produit intérieur brut des pays. Ce n'est pas dit évidemment ; mais quand on sait que certains pays considèrent la prostitution comme un travail et qu'ils en vivent, comme la Thaïlande par exemple, et que les trafics de femmes explosent, on voit ce que cette mesure a d'effrayant. Heureusement, il y a quand même quelques bonnes nouvelles : une certaine évolution des mentalités, que montre le récent rapport d'Amnesty International en mettant en cause les personnels de maintien de la paix en Bosnie pour leur responsabilité flagrante dans la montée des trafics et de la prostitution ; ou les premiers résultats dans la lutte contre le crime organisé en Europe du Sud-Est, grâce à la création d'une structure de coopération régionale pour lutter contre la criminalité financière... ●

ATTAC — Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens —

Créée en 1998, Attac est une association nationale née à l'initiative du Monde Diplomatique afin de contrer la dictature des marchés financiers et d'imaginer des alternatives à l'ultralibéralisme.

Attac / 6, rue Pinel / 75013 Paris
T 01 53 60 92 40 — S <http://attac.org>